

---

Procès-verbal de l'assemblée publique  
**COMMISSION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Mardi 20 juin 2023, à 9 h 30

Salle du conseil | Édifice Lucien-Saulnier  
[Webdiffusion](#) de l'assemblée en différé

---

**PRÉSENCES**

Mme Daphney Colin, présidente  
M. Abdelhaq Sari, vice-président  
Mme Christina Smith, vice-présidente  
M. Younes Boukala, membre  
Mme Lisa Christensen, membre  
M. Marc Doret, membre  
M. Benoît Gratton, membre  
Mme Gracia Kasoki Katahwa, membre

**ABSENCE**

Aucune.

**PERSONNES  
PRÉSENTES**

M. Fady Dagher, directeur, SPVM  
M. Vincent Richer, directeur adjoint, Direction des services corporatifs, SPVM  
M. Miguel Alston, inspecteur-chef, Service du soutien aux opérations policières, SPVM  
M. Daniel Farias, inspecteur-chef et chef de cabinet, SPVM  
M. David Shane, inspecteur, Direction des communications et relations médias, SPVM  
Mme Julie Lebel, cheffe de la Division intelligence d'affaires, SPVM  
Mme Catherine Pineau-Villeneuve, conseillère à la Division intelligence d'affaires, SPVM  
Mme Ninon Lalonde, conseillère de direction au cabinet, SPVM

**AUTRE PERSONNE  
PRÉSENTE**

M. Alain Vaillancourt, responsable de la sécurité publique au comité exécutif

Le quorum est atteint.

---

### **1. Ouverture de la séance**

La séance est ouverte à 9 h 34. Mme Daphney Colin, présidente de la Commission, souhaite la bienvenue aux membres ainsi qu'aux représentants et représentantes du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Elle invite les membres de la commission à se présenter et présente le déroulement de la séance.

Mme Daphney Colin cède la parole au responsable de la sécurité publique au comité exécutif, M. Alain Vaillancourt, lequel prononce un mot d'introduction. Il rappelle des enjeux marquants de l'année 2022 et les efforts déployés par le SPVM pour y remédier. Il profite de cette prise de parole pour souligner au passage la récente signature de la convention collective des effectifs policiers du SPVM, il transmet ses remerciements à son directeur, M. Fady Dagher.

### **2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour**

La présidente donne lecture de l'ordre proposé. Sur une proposition de Mme Christina Smith, appuyée par Mme Lisa Christensen, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité tel que proposé.

### **3. Approbation du procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 30 mai 2023**

La Commission procède à l'approbation du procès-verbal de la séance publique du 30 mai 2023.

Sur une proposition de M. Benoit Gratton, appuyée par M. Abdelhaq Sari, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité tel que proposé.

### **4. Présentation du Rapport annuel d'activités 2022 du SPVM**

La présidente, Mme Daphney Colin, cède la parole à M. Fady Dagher, directeur du Service de police de la Ville de Montréal, lequel présente les personnes qui l'accompagnent.

Avant de procéder à la [présentation](#) du bilan annuel de 2022 du SPVM, il fait mention de quelques éléments de fonctionnement, des membres de son équipe pourront apporter des clarifications sur certains enjeux du rapport annuel.

À la demande du directeur du SPVM, M. Fady Dagher, des compléments d'information portant sur le bilan routier sont présentés par M. Miguel Alston, inspecteur-chef du Service du soutien aux opérations policières du SPVM.

La présidente remercie les représentants du SPVM.

Avant d'amorcer la période de questions et commentaires du public, la présidente propose une courte pause afin de recevoir les dernières demandes d'intervention du public.

*PAUSE*

#### 4.1. Période de questions et commentaires du public

Mme Daphney Colin donne quelques éléments portant sur le déroulement de la période de questions et commentaires du public, puis elle invite les personnes inscrites présentes dans l'assemblée à faire part de leur propos.

Citoyen / Citoyenne	Questions / Commentaires
Laurence Guénette, Ligue des droits et libertés	<i>Absente.</i>
Alexandre Popovic	Demande au SPVM d'exprimer des condoléances à la suite du décès de M. Ronny Kay / Demande au directeur du SPVM de s'engager au terme de l'enquête du Bureau des enquêtes indépendantes à formuler des condoléances publiques à la famille Kay.
Jean Duval	Remercie M. Dagher pour son ouverture, particulièrement vis-à-vis des personnes en situation d'itinérance et les gestes posés afin de saisir concrètement les enjeux auxquels sont confrontés les populations vulnérables / Relate les événements vécus le 9 avril 2013 et des préjudices qu'il aurait subis avec le concours du SPVM et de l'Ombudsman de la Ville de Montréal.

La présidente de l'assemblée intervient pour rappeler les directives de la période de question et commentaire du public de la Commission de la sécurité publique. Elle demande au citoyen de poser sa question, considérant le préambule formulé.

Jean Duval	Mentionne les dispositions législatives relatives aux pouvoirs de l'Ombudsman enchâssées dans la Loi sur les cités et villes / Sollicite l'appui des services policiers dans ses efforts pour obtenir justice, notamment auprès du directeur du SPVM.
------------	---

La présidente interrompt le citoyen et le somme de poser sa question ou conclure son commentaire.

Jean Duval	S'étonne des chiffres présentés relatifs au personnel policier ayant été réprimandé / Demande les raisons du faible taux de judiciarisation de policiers et policières qui auraient commis des actes criminels.
------------	---

Robert Edgard	Mentionne qu'il a soulevé, au dernier conseil municipal, une question relative à la Charte des droits et libertés et les pratiques du SPVM / Demande de préciser comment le SPVM s'assure que les droits fondamentaux sont respectés / Observe une amélioration du respect du droit de manifester depuis 2012-2015, mais constate que les forces confisquent de plus en plus drapeaux et bannières lors de manifestations / S'interroge sur la possibilité d'interdire aux forces policières de les saisir.
Marcel Lanoue	Souhaite que soit représentée dans la documentation, la répartition de l'ensemble des postes de quartier sur l'île de Montréal / Demande des explications en regard des uniformes et véhicules de police exempts de marques significativement distinctives.
Ted Rutland	Demande des clarifications suivant les propos relatés dans les médias sur la nouvelle stratégie pour lutter contre les violences armées, spécifiquement le point portant sur les infractions visées par la dissuasion ciblée / Comprend des précisions présentées qu'une infraction telle le vol à l'étalage pourrait être concernée par cette nouvelle stratégie pour contrecarrer la violence par arme à feu et s'interroge sur l'infraction minimale ciblée / Saisi des propos tenus que la nouvelle stratégie de dissuasion ciblée prévoit des actions de prévention auprès de personnes qui ont commis des délits mineurs, tel le vol à l'étalage.
Alia Hazineh	Reprend le propos exprimé selon lequel 70% des appels d'urgence ne sont pas liés à la criminalité et se questionne à savoir si des études ont été menées pour établir ces constats / Demande ce qui est envisagé afin de rediriger ces appels d'urgence vers des équipes civiles.

Mme Daphney Colin procède à la lecture des questions et commentaires qui ont été transmis via le formulaire en ligne. Elle souligne d'entrée de jeu la réception d'une douzaine de questions en provenance d'une citoyenne portant sur le même sujet et mentionne qu'elle fera la lecture d'une d'entre elles qui résume l'ensemble des propos transmis.

Citoyen / Citoyenne	Questions / Commentaires
Nicole Corrado	<p>Currently, Montreal only provides a hybrid police and social worker model. Toronto provides this too, but Toronto also provides a non-police alternative for non violent calls.</p> <p><a href="https://www.taibuchc.ca/en/taibu-community-services/tccs/">https://www.taibuchc.ca/en/taibu-community-services/tccs/</a></p> <p>Please provide a non-police alternative to mental health responses. I am autistic and find police intimidating. Please relocate a</p>

	percentage of the police budget to non-police alternatives. Please replace police in schools with social workers.
Jacinthe Poisson, Observatoire des profilages et Ligue des droits et libertés	Depuis 2017, la Ville s'est engagée dans un processus de révision des règlements municipaux porteurs de profilage racial et social. La Ligue des droits et libertés a déposé un mémoire en 2020, mais depuis, le dossier n'avance pas. Des constats d'infractions continuent à être donnés dans l'espace public aux personnes racisées et marginalisées. Reconnaissez-vous que cela est un grave problème et allez-vous collaborer avec la Ville dans la prochaine année pour régler ce dossier?
Élisabeth Dupuis, Ligue des droits et libertés	En réponse à une question posée sur les délais légaux de traitement des demandes d'accès à l'information au SPVM, M. Vaillancourt nous a écrit par courriel que le SPVM et la Direction générale adjointe à la Sécurité allaient faire « un plan de redressement afin de s'assurer d'une meilleure conformité avec les règles de la Commission d'accès à l'information ». Quel échéancier et quel processus sont prévus pour ce plan qui doit inclure la divulgation publique des statistiques sur les délais de traitement?
Lynda Khelil	M. Dagher, en conférence de presse le 15 mai, vous avez dit que vous avez demandé à chaque unité du SPVM d'inclure dans leur rapport mensuel un suivi en matière de profilage racial, de racisme et de discrimination. Avez-vous reçu les premiers rapports? Que disent-ils? Et vous engagez-vous à les rendre publics?
Delphine Gauthier-Boiteau	Le rapport annuel 2022 du SPVM ne contient aucune statistique sur les délais de traitement des demandes d'accès à l'information. Combien sont traitées en moins de 20 jours, entre 20 et 30 jours et en plus de 30 jours? Pouvez-vous rendre publiques ces statistiques? Si elles ne sont pas compilées, le SPVM peut-il rectifier la situation et enfin le faire?
Karina Toupin	M. Dagher, un 2e rapport sur les interpellations policières (street checks) et le profilage racial à Montréal doit être rendu public bientôt par le SPVM. En tant que directeur, avez-vous pris connaissance du contenu de ce 2e rapport? Avez-vous rencontré les 3 chercheur-e-s qui travaillent sur le rapport? Et finalement, quand le SPVM va-t-il rendre public ce 2e rapport?
Laurence Guénette, Ligue des droits et libertés	Le 22 février dernier, la Cour supérieure a donné raison aux manifestants dans 16 actions collectives concernant des arrestations de masse effectuées par le SPVM entre 2011 et 2014, soulignant les « comportements préjudiciables » du SPVM l'invitant à revoir ses pratiques pour respecter la liberté d'expression et le droit de manifester. En cohérence avec les excuses publiques formulées par la Ville dans ce dossier, quelles leçons en tire le SPVM, et quels changements de pratiques envisage-t-il?

Benjamin, Bactarach	On note une hausse de 72 % de conduite dangereuse en 5 ans, et ce, alors qu'on apprend qu'il y a eu une baisse notable des constats d'infraction remis aux automobilistes en 2022. Cette baisse du nombre de constats d'infractions remis aux automobilistes pour conduite dangereuse est-elle la conséquence d'un manque d'effectifs et en quoi la nouvelle stratégie mise de l'avant par le SPVM est-elle payante afin de réduire les infractions de conduites dangereuses?
Marie Drouin	<p>Un 2e Forum sur la violence armée devait avoir lieu au printemps 2023. Nous arrivons à l'été et toujours rien. Quand aura lieu ce 2e Forum?</p> <p>Seule l'équipe-école a été concrétisée après le 1er Forum. Comment ce projet a-t-il été accueilli et a-t-il fonctionné dans les écoles?</p> <p>Le rapport dévoile que les jeunes sont plus impliqués qu'en 2021 dans des crimes, des méfaits et des fraudes. Quelles actions sont en cours pour contrer ce type de délinquance vers laquelle certains mineurs se sont tournés?</p>
Karim Kammah	Quel budget a été alloué à la gestion des feux de circulation par des agents du SPVM l'an passé. Je parle des agents dédiés à gérer le rythme des lumières en appuyant sur des boutons. Pendant qu'ils font ça, ils ne peuvent pas donner de ticket [constat d'infraction] aux nombreux contrevenants faisant des infractions (interblocage, lumière rouge brûlée...) qui ont pourtant lieu devant leurs yeux. Ils n'apportent aucun sentiment de sécurité, favorisant la fluidité automobile au détriment de la sécurité des plus vulnérables.
Julien Gagnon-Ouellette	<p>Considérant que les VUS [véhicule utilitaire sport] sont beaucoup plus dangereux avec leur gabarit et leur poids, pourquoi la police s'équipe de VUS?</p> <p>C'est un danger public et il ne devrait pas y en avoir sur les rues. Le SPVM n'a pas besoin de camion et envoie un mauvais message pour les transports actifs.</p>
Carl St-Denis	Bonjour, après bientôt 10 ans à vivre dans le quartier Sainte-Marie, je n'ai jamais pu observer d'opération ciblant la vitesse excessive sur les grandes artères comme les avenues Papineau, de Lorimier ou encore les rues Sherbrooke, Notre-Dame, Frontenac et d'Iberville. J'aimerais savoir combien d'opérations visant spécifiquement la vitesse sur le territoire couvert par le poste de quartier 22 ont eu lieu en 2022. Je souhaite au passage saluer les opérations soutenues pour contrer l'interblocage!

#### 4.2. Période de questions et commentaires des membres de la Commission

La présidente invite maintenant les commissaires qui le souhaitent à prendre la parole.

Commissaires	Questions / Commentaires
M. Marc Doret	Constate une augmentation des vols de véhicules et s'inquiète de la croissance du phénomène / Demande le plan d'action du SPVM pour contrer ce fléau.
Mme Christina Smith	Demande des clarifications au sujet de l'état des embauches, notamment des postes vacants.
M. Abdelhaq Sari	Au vu du nombre d'équipes spécialisées du SPVM, s'interroge sur le bien-fondé de constituer une équipe à la survenue d'un nouvel enjeu / Demande d'élaborer sur la révision du schéma de couverture: les critères de répartition des effectifs retenus et le rôle des postes de quartier / Demande des éclaircissements quant à la réorganisation des directions au SPVM, précisément en regard de l'administration de quatre des postes de quartier.
Mme Daphney Colin	Étant donné que la grande majorité des appels d'urgence ne serait pas liée directement à la criminalité et renchérit sur les propos de son collègue relatifs à la multiplication des équipes multidisciplinaires, se questionne sur la nécessité d'entreprendre une orientation renouvelée quant à la nature de la profession policière / S'interroge si la formation policière est en adéquation avec la situation actuelle / Demande de développer, au-delà des statistiques présentées, sur les constats dressés depuis la mise sur pied du projet ARRET dédié à la lutte aux violences armées.
M. Abdelhaq Sari	Salue la clarté des éléments présentés dans le rapport annuel / Manifeste l'intérêt que soit intégré d'autres variables, à l'instar du ratio des effectifs policiers en arrêt pour maladie, lors de cet exercice annuel et abonde dans le sens d'un commentaire émis par un citoyen de leur ventilation par poste de quartier / Demande la vision du directeur du SPVM pour renforcer la confiance de la population envers l'organisation policière, notamment les suites qui seront données à l'égard du projet pilote montréalais sur le port de caméras corporelles.
Mme Daphney Colin	Demande les principales forces et les insuffisances de l'organisation policière montréalaise.

En terminant, la présidente de la commission témoigne de son passage auprès de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) qui traduit, selon elle, la vision d'avenir du travail policier, une police communautaire en proximité avec la population qu'elle dessert.

#### **5. Levée de la séance publique**

Avant de lever la séance, la présidente remercie ses collègues commissaires, les représentants et représentantes du SPVM ainsi que les citoyens et citoyennes pour leur participation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 h 10.

**ADOPTÉ LE : 24 octobre 2023**

***ORIGINAL SIGNÉ***

---

Daphney Colin  
Présidente

***ORIGINAL SIGNÉ***

---

Lydia Atrouche  
Coordonnatrice - commissions  
permanentes